

## 9474. Anschlussamnestie für die Wehrsteuer. Bundesbeschluss

### Amnistie fiscale concernant l'impôt pour la défense nationale. Arrêté fédéral

Siehe Seite 149 hiervor – Voir page 149 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 27. September 1967  
Décision du Conseil des Etats du 27 septembre 1967

#### Differenzen – Divergences

##### Bundesgesetz über die Durchführung der allgemeinen Steueramnestie auf 1. Januar 1969 und die Ergänzung des Wehrsteuerbeschlusses.

##### Loi fédérale concernant l'exécution de l'amnistie fiscale générale au 1er janvier 1969 et complétant l'arrêté relatif à l'impôt pour la défense nationale

###### *Titel und Art. 6*

###### Antrag der Kommission

###### *Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

###### *Minderheit*

(Eggenberger, Bauer, Berger-Olten)

Festhalten.

###### *Titre et Art. 6*

###### Proposition de la commission

###### *Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

###### *Minorité*

(Eggenberger, Bauer, Berger-Olten)

Maintenir.

**M. Kohler**, rapporteur de la majorité: Votre commission a examiné la seule divergence provoquée par la décision du Conseil des Etats du 27 septembre, qui propose de biffer l'article 6 du projet, autrement dit, l'alinéa 6 nouveau de l'article 90 de l'arrêté concernant la perception d'un impôt pour la défense nationale. Sur proposition de sa commission, le Conseil national avait approuvé dans sa séance du 8 juin 1967 la promulgation d'un arrêté fédéral complétant les dispositions transitoires de la Constitution, arrêté en vertu duquel, la Confédération pourrait instituer pendant les années 1969 à 1973, une amnistie fiscale unique, ayant effet pour les impôts fédéraux, cantonaux et communaux. Dans la même séance, le Conseil national a délibéré et pris une décision sur les dispositions d'exécution – c'est-à-dire la loi fédérale – relatives à ce projet constitutionnel. Outre les dispositions ayant trait à l'amnistie proprement dite, la loi d'exécution votée par le Conseil prévoyait un complément de l'arrêté concernant l'impôt pour la défense nationale. L'article 90 de cet arrêté devait en effet être complété par un alinéa 6 étendant, par rapport aux prescriptions actuelles, l'obligation des tiers de délivrer des attestations dans la procédure de taxation. En revanche, suivant sur ce point également les propositions de sa commission, le Conseil national a rejeté une proposition du Conseil fédéral en vertu de laquelle l'obligation des tiers de délivrer des attestations devait être complétée par une obligation subsidiaire desdits tiers de donner

des renseignements directement à l'autorité fiscale intéressée (alinéa 6bis).

Dans sa séance du 27 septembre 1967, le Conseil des Etats s'est occupé pour la première fois du projet relatif à une amnistie fiscale générale. Il n'avait pris position auparavant qu'à l'égard d'une amnistie par adhésion, dans l'acceptation de la motion Mäder. Dans cette séance, le Conseil des Etats s'est rallié en substance aux décisions du Conseil national, à une exception près; il a biffé l'article 6 de la loi d'exécution (c'est-à-dire la modification et le complément de l'arrêté concernant l'impôt pour la défense nationale) et abrégé en conséquence le titre de cette loi. Cette décision a été prise en accord tacite avec une proposition analogue de la commission. La disposition en cause ne constitue pas en soi une modification fondamentale. Elle postule l'extension de l'obligation de renseigner aux créanciers et aux débiteurs du contribuable, aux gérants de fortune, aux fiduciaires, aux administrateurs de biens ainsi qu'aux personnes ayant conclu des affaires avec l'assujetti à l'impôt.

Votre commission, convaincue de la nécessité d'une amnistie en raison des importantes recettes supplémentaires qu'on en attend – amnistie requise d'ailleurs avec insistance par la plupart des cantons –, s'est surtout préoccupée de ses chances de succès auprès du souverain. L'échec du projet d'amnistie soumis au peuple en 1964 a donné lieu à des interprétations souvent diamétralement opposées. Ainsi, certains de nos collègues sont persuadés qu'il était principalement dû aux mesures coercitives et d'inquisition dont il était assorti. D'autres sont au contraire de l'avis que, faute de dispositions énergiques, eu égard à une certaine souplesse ou commisération officielle, le citoyen-contribuable aurait, indépendamment de la réprehension légitime vouée aux fraudeurs, repoussé pour ces raisons le projet d'amnistie en 1964.

Le fait est que, de l'opinion de spécialistes, il semblerait que les dispositions actuelles – qui ne sont pas impliquées par le texte modifié par les Etats – permettraient d'atteindre les fraudeurs si Confédération et cantons, cantons surtout paraît-il, disposaient du personnel nécessaire. Il a été précisé par ailleurs, en cours de séance, que la procédure de taxation et de répression n'est pas uniforme dans tous les cantons. Certains d'entre eux seraient plus conciliants alors que d'autres seraient beaucoup plus sévères que l'administration fédérale elle-même. D'autre part, il a été démontré que la jurisprudence en matière d'impôt pour la défense nationale dépasserait sensiblement les termes juridiques actuels, ce qui devrait satisfaire les partisans de mesures plus draconiennes.

L'administration elle-même, tout en constatant que le droit fiscal suisse (contrairement à ce qui se passe à l'étranger), repose principalement sur l'interlocution du contribuable lui-même et non sur l'interpellation des tiers, comme elle l'aurait désiré, ne s'accroche pas désespérément aux dispositions en cause déjà sensiblement réduites dans leur efficacité ensuite de l'abandon, en cours d'examen, de l'article 6 par les deux Chambres. Quant au Conseil fédéral, par la voix de M. Bonvin, président de la Confédération, il se rallie à la décision du Conseil des Etats, voulant laisser toutes ses chances à l'amnistie que lui aussi considère comme nécessaire. Il se réserve, dans la procédure nouvelle que nous adoptons par l'introduction d'une loi d'exécution dépendant de la modification de la constitution, de prévoir les mesures visant à rendre la fraude plus difficile, ce à quoi personne à la commission ne s'est opposé.

Par 10 voix contre 3, M. Eggenberger appuyé par M. Bauer ayant requis le maintien du texte retenu par notre conseil le 8 juin 1967, la décision du Conseil des Etats sou-

tenue par MM. Deonna, Eisenring, Diethelm et Grob a été acceptée. Dès lors je vous propose de vous rallier à cette solution étant entendu que si vous en décidez ainsi, le titre de la loi d'exécution devrait être limité de la manière suivante:

«Loi fédérale concernant l'exécution de l'amnistie fiscale générale au 1<sup>er</sup> janvier 1969», puisque les mesures complémentaires deviendraient caduques.

**Eisenring**, Berichterstatter der Mehrheit: Bei diesem Bereinigungsverfahren handelt es sich hier um eine Differenz, die praktisch nicht von grosser Bedeutung ist. Sie kann aber für die bevorstehende eidgenössische Volksabstimmung von nachhaltiger Bedeutung sein.

Wir haben in unserem Rate seinerzeit bekanntlich den Artikel 90, Absatz 6 bis, gestrichen. Dieser Absatz 6 bis sah die Auskunftspflicht Dritter vor, das heisst die direkte Herausgabe der Bescheinigung an die Steuerbehörden durch Personen, die mit einem Steuerpflichtigen in einem obligationen- oder vermögensrechtlichen Verhältnis stehen. An der Befürchtung, dass wieder solche Vorschriften kommen könnten, ist bekanntlich die letzte Amnestievorlage in der Volksabstimmung gescheitert. Will man daher die neue Amnestievorlage vor dem Souverän wirklich durchbringen, so ist es wohl richtig, sie von Ballast wie der Auskunftspflicht zu befreien und dies bereits im Gesetzesentwurf, den wir hier gewissermassen vorsorglich im Blick auf die Volksabstimmung behandeln, festzuhalten. Wir machen also bereits in Abstimmungpsychologie und würdigen einen früheren Tatbestand.

Geblieben aus den nationalrätlichen Beratungen ist der hier strittige Artikel 90, Absatz 6. Dieser Artikel 90, Absatz 6, lehnt sich nach Gehalt und Inhalt an die bestehende Gesetzgebung und insbesondere auch an die bundesgerichtliche Praxis an. Das bezieht sich insbesondere auf die Literae a und b. Eine zusätzliche Kompetenz liegt in der Litera c. Es geht hier im Kern allein um diese. Die Litera c sieht eine gewisse Ausweitung der Auskunftspflicht vor. Sie ist aber nicht entscheidend im Vergleiche zu der Gefahr, dass in der Abstimmung gerade wegen dieses Fussangsels die Vorlage wieder verworfen werden könnte.

Tatsache ist sodann, und die Beratungen in der Kommission haben das bestätigt, dass bereits auf Grund der bestehenden Gesetzgebung sehr vieles zur Verbesserung der Auskunftserteilung zugunsten des Fiskus unternommen werden könnte. Schon früher wurde festgestellt, dass die Fiskalbehörden hier aber kaum einsetzen und Bussenausfällungen wegen Nichtbefolgung der Verpflichtung zur Auskunftserteilung praktisch höchst selten sind. Auch in den neuen Kommissionsberatungen hat sich der Eindruck wieder bestätigt, dass es gar nicht an Kompetenzen fehlt, sondern vielmehr an fachkundigen Steuerbeamten. Nun darf nicht unerwähnt bleiben, dass wir uns über den Gesichtspunkt der Auskunftserteilung in den nächsten Jahren ohnehin wieder werden unterhalten müssen. Wir kommen dazu im Zusammenhang mit der Revision der Wehrsteuergesetzgebung. Die entsprechenden Vorarbeiten sind bereits an die Hand genommen worden.

Wir haben also bereits Artikel 60, Absatz 6bis gestrichen. Es steht somit nur noch Artikel 90, Absatz 6 zur Diskussion. Dieser Artikel 90, Absatz 6, steht solitär hier. Artikel 90, Absatz 6 ist damit eine *lex imperfecta* geworden. Der Artikel 90, Absatz 6 hätte nur noch einen gewissen Sinn gehabt im Zusammenhang mit dem gestrichenen Artikel 60, Absatz 6bis. Dort haben wir aber, wie ich ausgeführt habe, im Interesse der Amnestie und einer erfolgreichen Volksabstimmung umfassende Klarheit geschaffen.

Wir haben keine Veranlassung, dem Ständerat nicht zuzustimmen. Ich unterstütze daher den Antrag der Kommissionsmehrheit. Das Stimmenverhältnis ist 10 zu 3, wie Ihnen bereits bekanntgegeben wurde. In analogem Sinne wäre auch im Titel des Gesetzes die entsprechende Änderung vorzunehmen.

**Präsident**: Ich stelle fest, dass zum Bundesbeschluss über den Erlass einer allgemeinen Steueramnestie, also zu den Verfassungsänderungen, keine Differenz besteht.

Zum Titel des Bundesgesetzes und zum Artikel 6 hat Herr Eggengerger Anträge eingereicht. Ich glaube, es ist am besten, wir behandeln zuerst materiell den Artikel 6 und stellen Titel und Ingress noch aus.

**Eggengerger**, Berichterstatter der Minderheit: Ich bedaure, dass ich dem Ständerat und der Mehrheit der Kommission nicht folgen kann, wenn sie den Artikel 6 aus dem Gesetz über die Durchführung der Steueramnestie streichen wollen. Im Namen einer Minderheit beantrage ich Festhalten am früheren Beschluss des Nationalrates.

Um was geht es beim Artikel 6? Der Artikel 6 ändert und ergänzt den Artikel 90 des Wehrsteuerbeschlusses in der Richtung auf eine Erweiterung der Auskunfts- und Bescheinigungspflicht Dritter. Dadurch soll der Defraudation etwas stärker zu Leibe gerückt werden. Es wird auch der Tatsache Rechnung getragen, dass die wirtschaftlichen und rechtlichen Bindungen des einzelnen vielgestältiger und komplizierter geworden sind. Auskunfts- und Bescheinigungspflicht Dritter sind an sich bereits, wie die Herren Referenten ausgeführt haben, im geltenden Recht normiert. Sie gelten für Kollektiv- und Kommanditgesellschaften, für Kapitalgesellschaften und Genossenschaften, für Arbeitgeber, Versicherer, Schuldner und Gläubiger des Steuerpflichtigen und für dessen Ehefrau. Sodann besteht im Inventarisationsverfahren eine spezielle Offenbarungspflicht der Erben und von Drittpersonen.

Artikel 6, Litera a, ist inhaltlich mit dem geltenden Recht identisch. Artikel 6, Litera b, bedeutet eine Neuformulierung, die sich aus dem Übernehmen unübersichtlicher, in vielen Fällen zweifellos zum Zwecke der Verschleierung vor den Steuerbehörden errichteter Treuhand- und anderer Rechtsverhältnisse ergibt, wie sich die Steuerverwaltung in einem Bericht ausdrückt. Schon die bisherige Praxis und die bundesgerichtliche Rechtsprechung haben in diesen Fällen – die Herren Referenten haben das bestätigt – die Bescheinigungspflicht bejaht. Doch ergibt sich aus der Natur der Tatbestände die Notwendigkeit einer umfassenden Umschreibung des verpflichteten Personenkreises. Vollständig neu ist die Litera c. Sie dient, wie die vorausgehenden Bestimmungen, dem Kampf gegen die Defraudation, der nur erfolgreich sein kann, wenn möglichst alle steuerlich relevanten Vorgänge erfasst werden können. Dazu tritt – ich gebe hier Herrn Eisenring Recht – das personelle Moment. Es müssen genügend sachverständige Leute zur Verfügung stehen, die die gesetzlichen Bestimmungen auch durchführen können.

Ich muss nun aber doch die Frage stellen: Soll auch ein bescheidener Schritt zur besseren Bekämpfung der künftigen Steuerdefraudation verhindert werden? Artikel 6bis, der wesentlich weiter ging, indem er die Veranlagungsbehörde ermächtigt hätte, beim Dritten die vom Steuerpflichtigen nicht beigebrachten Bescheinigungen direkt einzuholen, ist schon in unserem Rate in der ersten Lesung des Gesetzes abgelehnt worden. Ich glaube nun nicht, dass der Artikel 6 nur dann eine Sinn hätte, wenn auch Artikel 6bis angenommen worden wäre. Auch im Artikel 6 ist eine be-

scheidene Ausweitung der Kontrollmöglichkeit gegenüber den Steuerpflichtigen vorgesehen. Deshalb habe ich die Auffassung, dass das, was jetzt in Artikel 6 als Ergänzung von Artikel 90 des Wehrsteuerbeschlusses enthalten ist, beibehalten werden sollte. Es wäre ein bescheidener Preis für die Begnadigung der Steuersünder.

Ich bin seit Jahren Anhänger der Amnestie. Es ist vielleicht mehr – das haben auch die Herren Referenten betont – eine psychologische Frage, ob eine gewisse an sich sehr bescheidene Verschärfung der Kontrollmassnahmen mit der Amnestie verbunden werden soll oder nicht. Nach meiner Überzeugung wird der ehrliche Steuerzahler, vor allem der Arbeitnehmer, der mit dem Lohnausweis jeweilen anzutreten hat, eher bereit sein, der Amnestie zuzustimmen, wenn er weiß, dass die Defraudation nach der Durchführung der Amnestie einigermaßen erschwert wird. Das ist der wesentliche Grund, weshalb ich für Festhalten am früheren Beschluss plädiere.

Die Verrostung auf ein zukünftiges, revidiertes Wehrsteuerrecht genügt mir nicht. Gegen die Ausweitung der Bescheinigungspflicht werden bestimmt auch dann die gleichen Widerstände festzustellen sein wie heute. Auch ein Vergleich mit der Vorlage des Jahres 1963 zeigt uns, dass ein wesentlicher Unterschied besteht. Damals sind im Verfassungsartikel selber verschärzte Massnahmen in genereller, nicht detaillierter Form angedroht worden. Diesmal haben wir einen andern, ungewöhnlichen Weg eingeschlagen; wir haben gleichzeitig mit dem Verfassungsartikel auch das Durchführungsgesetz behandelt und beschlossen, und wir haben in diesem Durchführungsgesetz ganz genau und im Detail festgelegt, welche Massnahmen inskünftig ergriffen werden sollen. Damit soll jedermann wissen, was nach Inkrafttreten der Amnestie an defraudationserschwerenden Massnahmen vorgesehen ist. Niemand kauft die berühmte Katze diesmal im Sack.

Ich möchte Sie bitten, der bescheidenen Ausweitung der Bescheinigungspflicht, wie sie im Artikel 6 vorgesehen wird, zuzustimmen und damit am früheren Beschluss des Nationalrates festzuhalten.

**M. Kohler, rapporteur:** Les arguments développés par M. Eggenberger sont sans aucun doute valables. Mais, quant au fond, je répète que les dispositions actuelles donnent à l'administration fédérale des pouvoirs de taxation et de répression.

L'article 6 tend à obliger des tiers, tels que les créanciers et débiteurs du contribuable, les gérants de fortune, les fiduciaires, à fournir une attestations écrite comparable à l'attestation de salaire que l'employeur remet à son employé. Or, la commission a estimé qu'il ne fallait psychologiquement pas aller aussi loin de crainte de mettre en danger l'avènement de l'amnistie.

C'est pourquoi je vous propose de rejeter la proposition de M. Eggenberger.

**Eisenring, Berichterstatter der Mehrheit:** Wir stehen vor einer unterschiedlichen Beurteilung der psychologischen Situation. Ich persönlich, und auch die Mehrheit der Kommission, treten dafür ein, dass wir die Vorlage nicht belasten, da es sich gar nicht lohnt. Herr Eggenberger attestiert in seinen Ausführungen zweimal, dass es um eine bescheidene Ausweitung der Befugnisse geht, die den Steuerbehörden zukommen soll. Lohnt sich also wegen dieser bescheidenen Ausweitung, über die wir später ohnehin zu sprechen haben werden, die Gefährdung der ganzen Amnestievorlage? Hier liegt der Kernpunkt.

Dazu kommt ein Weiteres – Herr Eggenberger stimmt auch in diesem Punkte zu –, dass es eigentlich gar nicht um die Kompetenzen geht, sondern um die Ausnutzung der Kompetenzen. Man könnte den Standpunkt vertreten, es handle sich hier wieder einmal um «Gesetzgebung auf Vorrat», die dann nicht ausgenutzt werden kann. Man ist uns auf jeden Fall den Nachweis schuldig geblieben, dass auf Grund der bestehenden Kompetenzen diese Auskunfts-pflicht ausgenutzt worden wäre, bzw. dass die Steuerbehörden sie herangezogen hätten, um ihre Informationen zu verbessern.

Es ist ferner zu berücksichtigen, dass im Zusammenhang mit der Amnestievorlage auch kantonale Durchführungs-vorschriften zu erwarten sein werden. Diese sind nicht ganz gering einzuschätzen. Ich verweise auf die Bemühungen verschiedener Kantone, die Vorbereitungen zu einer Amnestie bereits jetzt an die Hand zu nehmen und entsprechende Vorlagen in den Bereich der Legiferierung vorzuschieben. Ich habe daher die Auffassung, dass es richtig ist, wenn wir auf Bundesebene Klarheit schaffen und die Vorlage nicht mit etwas belasten, was der Sache keinen guten Dienst tut.

Ich bitte Sie daher, der Kommissionsmehrheit und damit dem Beschluss des Ständerates zuzustimmen.

**M. Bonvin, président de la Confédération:** Le rejet de l'amnistie par le peuple et les cantons, en 1964, avait provoqué le dépôt de la motion de M. Mäder, conseiller aux Etats, laquelle demandait à la surprise générale qu'une amnistie fédérale pour l'IDN accompagne des amnisties cantonales inévitables. Cette première réaction nécessitait la présentation d'un projet correspondant exactement à la motion votée par les deux conseils.

Considérant que les citoyens seraient traités inégalement selon que leur canton de domicile appliquerait ou non une amnistie, le Conseil fédéral avait présenté une première proposition correspondant exactement à la motion, assortie d'une variante, qu'on lui reprocha, du moins dans les commissions. Cette variante permettait à tous les citoyens suisses de bénéficier d'une amnistie pour l'impôt de défense nationale moyennant une simple déclaration. Les cantons qui le jugeaient nécessaire pouvaient décréter une amnistie plus marquée, dans le sens de la motion Mäder.

Le Conseil des Etats qui avait la priorité, s'était prononcé en faveur de la variante I. Votre conseil créa non seulement une divergence mais renversa la situation en décidant une amnistie générale allant encore plus loin que la variante II du Conseil fédéral. Celui-ci maintint sa position générale de principe, à savoir qu'une amnistie générale n'est justifiée que lorsqu'il y a des changements fondamentaux (comme en 1940 et 1945) et qu'elle doit être assortie de mesures restreignant davantage les possibilités de fraude.

Il semble que des changements fondamentaux dans la situation de beaucoup des citoyens ont incité la majorité des cantons à décider une amnistie générale. Le Conseil fédéral avait réservé sa position jusqu'au moment où le Conseil des Etats, qui avait la priorité, se serait prononcé. Aujourd'hui, le Conseil fédéral appuie le projet tel qu'il ressort des décisions des deux Chambres.

Le Conseil fédéral maintient l'exigence de nouvelles mesures, plus dures, propres à mieux empêcher la fraude après l'amnistie. Mais il considère que l'article 6 n'en contient pas et ne s'oppose pas conséquent pas à sa suppression. Il s'agit maintenant de favoriser la meilleure réussite possible du projet de loi tel qu'il est présenté par votre commission. C'est pourquoi il n'insiste pas davantage pour le maintien de l'article 6, cela d'autant plus qu'il vous proposera, dans le cadre de la mise au net des lois d'exécution

du régime financier valable jusqu'à fin 1974, une loi d'exécution de l'impôt de défense nationale contenant des mesures qui rendront la fraude véritablement plus difficile.

Pour faciliter la réalisation de la volonté manifeste des deux Chambres, le Conseil fédéral ne s'oppose donc pas à la proposition de la majorité de la commission.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	70 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	47 Stimmen

**Président:** Der Titel des Bundesgesetzes muss nach dieser Abstimmung gemäss Beschluss des Ständerates festgehalten werden.

#### *An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

### **9658. Ausgabe von Pfandbriefen.**

#### **Änderung des Bundesgesetzes**

#### **Emission de lettres de gage. Modification de la loi**

Botschaft und Gesetzentwurf vom 27. Februar 1967  
(BBI I, 625)

Message et projet de loi du 27 février 1967 (FF I, 649)

Beschluss des Ständerates vom 21. Juni 1967  
Décision du Conseil des Etats du 21 juin 1967

#### **Antrag der Kommission**

Eintreten.

#### **Proposition de la commission**

Passer à la discussion des articles.

#### *Berichterstattung – Rapports généraux*

**Hess, Berichterstatter:** Das Geschäft, das wir unter diesem Titel über die Ausgabe von Pfandbriefen behandeln, ist an sich nicht von sehr grosser Tragweite. Das soll aber nicht heissen, dass der Problemkreis, dass die Materie, um die es hier geht, für weite Kreise unserer Wirtschaft nicht von grosser Bedeutung wäre.

Um was geht es bei dieser Vorlage? Im Jahre 1930 wurde auf Bundesebene das Institut des Schweizerischen Pfandbriefes geschaffen und die Rechtsgrundlage hiefür im Bundesgesetz vom Juni des gleichen Jahres verankert. Der Pfandbrief ist, so heisst es in der Botschaft, ein mit besonderen Sicherheiten ausgestattetes obligationenähnliches Wertpapier. Sein Zweck ist die langfristige Finanzierung des Hypothekarkredites zu möglichst gleichbleibendem und verhältnismässig niedrigem Zinssatz. Mit dem aus der Pfandbriefausgabe herrührenden Geldern gewähren die beiden Pfandbriefzentralen, die der Kantonalbanken und die der übrigen Hypothekarinstutute Darlehen an ihre Mitgliedinstutute. Diese finanzieren damit einen Teil ihrer Hypothekargeschäfte. Für diese Darlehen haben die Schuldnerbanken den Zentralen Sicherheiten zu bestellen, und zwar in Grundpfand- oder Faustpfandforderungen der betreffenden Banken an ihre Schuldner. Die einer Pfandbriefzentrale verpfändeten Deckungswerte werden von den Schuldnerbanken selbst verwaltet. Sie sind von ihnen in

ein Pfandregister einzutragen. An den eingetragenen Werten hat dann die Zentrale ein gesetzliches, von den Formvorschriften des Zivilgesetzes befreites Pfandrecht. Soweit die Botschaft über das Wesen des Pfandbriefes.

Dass trotz alledem die Zinssätze der Pfandbriefe gewissen Schwankungen, das heisst marktmässigen Bewegungen unterworfen sind, ist wohl kaum zu vermeiden. Immerhin folgen diese Schwankungen, das heisst die Zinssätze bei den Pfandbriefen nicht dem Rhythmus der übrigen Zinsbewegungen, sondern die Kurven verlaufen hier in einem weniger extremen Auf und Ab.

Ganz allgemein darf gesagt werden, dass sich das Instrument des Pfandbriefes bewährt hat. Das geht schon daraus hervor, dass die über die Pfandbriefe belehnten Beträge stark angestiegen sind, und das allein dürfte wohl ein untrügliches Zeichen sein dafür, dass der Pfandbrief als solcher sich in der Wirtschaft gut eingelebt hat.

Nun der Inhalt zur Revisionsvorlage: Anlass zu dieser Revision gab ein Gesuch der Pfandbriefinstitute um vermehrte Pfandbriefausgabe auf Grund der Eigenkapitalien der Pfandbriefzentralen. Sowohl die Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken als auch die Pfandbriefbank der schweizerischen Hypothekarinstutute verfügen über ein Aktienkapital von 150 Millionen Franken. Davon sind einbezahlt bei der erstenen 110 Millionen, bei der letzteren 67,5 Millionen. Die Reserven, welche als weitere Sicherheit dienen, sind verhältnismässig bescheiden. Sie betragen bei den Kantonalbanken 7,3 Millionen, bei den Hypothekarinstututen 12,6 Millionen Franken. Nach den Bestimmungen des Pfandbriefgesetzes dürfen nun die Pfandbriefzentralen Pfandbriefe nur in solcher Höhe herausgeben, als der Betrag aller bilanzmässigen Schuldverpflichtungen einschliesslich der Pfandbriefe das zwanzigfache des Aktienkapitals plus Reserven nicht übersteigt.

Nun, vermöge der starken Ausdehnung der Pfandbriefausgabe waren die Pfandbriefzentralen immer wieder gezwungen, das Kapital zu erhöhen, und dieser Umstand könnte schliesslich dazu führen, dass die Instutute ihre Tätigkeit einschränken müssten, was unter allen Umständen verhindert werden sollte. Dieser Umstand veranlasste die Pfandbriefinstitute, dem Bundesrat das Gesuch zu unterbreiten, man möchte das geltende Bundesgesetz in der Weise abändern, dass das heute geltende Verhältnis der bilanzmässigen Schuldverpflichtungen zum Eigenkapital vom 20fachen auf das 50fache erhöht werde. Damit könnte der Geschäftsumfang der beiden Hypothekarinstutute wesentlich erleichtert werden, ohne dass das Aktienkapital als solches dauernd erhöht werden müsste. Dass die Tätigkeit erweitert werde, mag sicher bei der volkswirtschaftlichen Bedeutung des Pfandbriefes sehr erwünscht sein. Dabei sind auch die Mittel und Wege zu suchen, um diese Ausweitung zu ermöglichen, und ein Mittel hiezu besteht nun eben darin, dass das Verhältnis im Sinne des Vorschlages der beiden Instutute geändert wird.

In der Kommission wurde sodann die Frage aufgeworfen, ob es wünschbar, ja vertretbar sei, den Schlüssel in der vorgesehenen Form, das heisst im Verhältnis von 1:50 zu ändern und ob damit nicht die Sicherheit dieses Wertsatzes in einer Art herabgemindert werde, dass der Pfandbrief eventuell an seinem inneren Wert, das heisst an seinem Ansehen als solides Wertpapier einbüßen könnte.

Die Mehrheit der Kommission war indessen der Auffassung, dass auch nach dem Vorschlag des Bundesrates eine absolute Sicherheit des Pfandbriefes vorhanden sei, und dass man ohne Bedenken diesem Vorschlag gemäss

## Anschlussamnestie für die Wehrsteuer. Bundesbeschluss

### Amnistie fiscale concernant l'impôt pour la défense nationale. Arrêté fédéral

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1967
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	9474
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	04.10.1967
Date	
Data	
Seite	485-488
Page	
Pagina	
Ref. No	20 038 708